

Art. 75. La présente loi produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

Donné à Bruxelles, le 15 mai 2007.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des finances,
D. REYNDERS

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—————
Note

(1) *Références parlementaires* :

Documents de la Chambre des représentants : 51 3047/2006/2007

001 : Projet de loi.

002 : Rapport

003 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 19 avril 2007.

Documents du Sénat : 3-2422-2006/2007

N° 1 : Texte adopté par la commission.

N° 2 : Texte adopté sans amendement et transmission à la Chambre pour sanction.

N° 3 : Soumis à la sanction royale.

Art. 75. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007.

Gegeven te Brussel, 15 mei 2007.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-êerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—————
Nota

(1) *Parlementaire verwijzingen* :

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :
51 3047/2006/2007

001 : Wetsontwerp

002 : Verslag

003 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat

Integraal verslag : 19 april 2007

Documenten van de Senaat : 3-2422-2006/2007

Nr. 1 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 2 : Tekst aangenomen zonder amendering en overzending aan Kamer ter bekrachtiging.

Nr. 3 : Aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2007 — 2517

[C — 2007/03225]

17 MAI 2007. — Arrêté royal relatif aux pratiques de marché primaire

RAPPORT AU ROI

Sire,

Afin de promouvoir une plus grande intégrité des marchés, l'article 29, 1° et 2°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers a conféré au Roi les compétences nécessaires à l'effet notamment d'adopter des règles de conduite à suivre par les émetteurs et les offreurs, selon le cas, en ce qui concerne la communication et la mise en œuvre de leurs offres publiques d'instruments financiers et par les intermédiaires lorsqu'ils interviennent en qualité de chef de file ou de membre d'un syndicat de prise ferme ou de placement.

Tel est l'objet du présent projet d'arrêté royal. Le texte tient compte des résultats de la consultation ouverte réalisée du 9 février au 10 mars 2006 par le canal du site web de la CBFA, des observations formulées par le Conseil d'Etat dans son avis 41.670/2 du 11 décembre 2006,

Les dispositions reprises dans l'arrêté sont articulées autour de 4 thèmes différents dont certains comprennent plusieurs sous-thèmes. Il s'agit respectivement de la problématique du traitement équitable des investisseurs particuliers (section III de l'arrêté royal), de la facilité de sur-allocation, de l'option de couverture des sur-allocations et de l'ajustement du nombre d'actions (section IV), de l'interdiction d'octroyer des avantages pendant la période précédant une offre publique (section V) et de la diffusion publique au cours ou à l'issue de l'offre publique d'informations quant à l'état de la demande (section VI).

Nature des propositions

Le but de ces propositions est d'introduire en droit belge un ensemble cohérent de mesures relatives aux quatre thèmes abordés, relatifs au marché primaire. Celles-ci comprennent, s'il échet, tant des règles de publicité que des règles de fond, telles par exemple les règles précisant quelles pratiques sont interdites dans le cadre d'une allocation (article 7).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

N. 2007 — 2517

[C — 2007/03225]

17 MEI 2007. — Koninklijk besluit betreffende de primaire marktpraktijken

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Om de marktintegriteit te bevorderen, verleent artikel 29, 1° en 2°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten de Koning de nodige bevoegdheden om vooral gedragsregels vast te stellen voor de uitgevende instellingen en de aanbidders, naargelang het geval, met betrekking tot de informatieverstrekking over en de uitvoering van hun openbare aanbiedingen van financiële instrumenten, alsook voor de tussenpersonen die optreden in de hoedanigheid van « lead manager » of van lid van een syndicaat tot vaste overname of plaatsing.

Dit is de doelstelling van dit ontwerp van koninklijk besluit. In deze tekst zijn de resultaten verwerkt van de open consultatie die op de website van de CBFA liep van 9 februari tot 10 maart 2006, alsook de opmerkingen die de Raad van State heeft geformuleerd in zijn advies 41.670/2 van 11 december 2006.

De bepalingen van het besluit zijn opgebouwd rond vier thema's waarvan sommige zijn opgesplitst in diverse subthema's. Het gaat daarbij meer specifiek om de problematiek van de billijke behandeling van de particuliere beleggers (afdeling III van het koninklijk besluit), de overinschrijvingsfaciliteit, de greenshoe-optie en de bijstelling van het aantal aangeboden aandelen (afdeling IV), het verbod om voordelen toe te kennen tijdens de periode voorafgaand aan een openbare aanbidding (afdeling V) en de openbare verspreiding van informatie over de omvang van de vraag tijdens of na afloop van de openbare aanbidding (afdeling VI).

Aard van de voorstellen

Met deze voorstellen wordt ernaar gestreefd in het Belgische recht een coherent geheel van maatregelen in te voeren met betrekking tot de vier behandelde thema's rond de primaire markt. Die regels omvatten, waar nodig, zowel openbaarmakingsregels als regels ten gronde, bijvoorbeeld regels die verduidelijken welke praktijken verboden zijn in het kader van een toewijzing (artikel 7).

L'arrêté présente toutefois peu de règles de publicité nouvelles étant donné que la plupart de celles-ci ont déjà été introduites, soit dans la loi du 16 juin 2006 relative aux offres publiques d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés (ci-après « la loi du 16 juin 2006 »), qui transpose en droit belge notamment la Directive 2003/71/CE du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation (ci-après « la Directive 2003/71/CE »), soit dans le règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission du 29 avril 2004 mettant en œuvre cette Directive en ce qui concerne les informations contenues dans les prospectus, la structure des prospectus, l'inclusion d'informations par référence, la publication des prospectus et la diffusion des communications à caractère promotionnel (ci-après « le règlement (CE) n° 809/2004 »).

Source des propositions

1. Les thèmes suivants ont été examinés, au niveau technique, par les régulateurs de la zone Euronext : clôture de la souscription des tranches proposées aux investisseurs particuliers et aux investisseurs qualifiés, accès minimum des investisseurs particuliers aux offres publiques, publications après allocation, dispositif de sur-allocation/option de couverture des sur-allocations et ajustement du nombre d'actions offertes (articles 3, 4, 6, 9 et 10). Par ailleurs, les propositions tiennent compte des travaux effectués au niveau européen, en particulier ceux ayant abouti à l'adoption de la Directive 2003/71/CE et du règlement (CE) n° 809/2004.

2. Le résultat des travaux effectués au sein du Comité européen des régulateurs des marchés de valeurs mobilières (« CERVM » ou « CESR », « Committee of European Securities Regulators ») dans le domaine de l'allocation d'instruments financiers (« Stabilisation and Allotment, a European Supervisory Approach », Avril 2002), et/ou certaines dispositions tirées du règlement (CE) n° 2273/2003 de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la Directive 2003/6/CE en ce qui concerne les dérogations prévues pour les programmes de rachat et la stabilisation d'instruments financiers, ont été intégrés dans les présentes propositions, principalement en ce qui concerne les règles de fond relatives au dispositif de sur-allocation et à l'option de couverture des sur-allocations (article 9), ainsi qu'en ce qui concerne la règle de publicité en cas de diffusion publique au cours de l'offre publique d'informations quant à l'état de la demande (article 12, § 1^{er}).

En ce qui concerne les règles de fond relatives à la stabilisation, le règlement (CE) n° 2273/2003 prévoit à quelles conditions les opérations de stabilisation sont exclues du champ d'application des interdictions en matière d'abus de marché. Ces règles ne sont toutefois contraignantes que si le stabilisateur souhaite se prévaloir du régime d'exception en matière d'abus de marché prévu par le règlement précité. Compte tenu de cet élément et d'expériences tirées du traitement de dossiers récents par les autorités compétentes, il est apparu nécessaire de rendre obligatoire en toute hypothèse les prescriptions reprises aux articles 9.3., 10.1. et 10.2. du règlement précité (article 5).

3. Les propositions relatives aux pratiques interdites dans le cadre des allocations d'instruments financiers (article 7, § 2) sont directement inspirées des règles adoptées par l'autorité de contrôle britannique (« Financial Services Authority » ou « FSA ») au début de l'année 2004 dans son « Handbook of Rules and Guidance ». Celles-ci ont également fait l'objet d'une large consultation au Royaume-Uni durant l'année 2003.

4. Si, de l'avis des professionnels belges, la circulaire D2/F/2000/4 de la CBFA relative au fonctionnement du marché primaire du 19 juin 2000 apparaît comme étant dépassée, car conçue pour l'essentiel dans une optique d'une situation de marché caractérisée par un grand nombre d'émissions ayant un taux de sur-souscription très important, deux dispositions de cette circulaire ont toutefois été conservées dans l'arrêté royal. Il s'agit des dispositions concernant l'interdiction faite aux intermédiaires financiers membres du syndicat de s'attribuer directement ou indirectement des instruments financiers lorsque l'offre est entièrement souscrite (article 7, § 1^{er}) et de la disposition relative au prix final de l'offre (article 8).

Toch komen in het besluit weinig nieuwe openbaarmakingsregels voor : de meeste van die regels komen immers al aan bod in hetzij de wet van 16 juni 2006 op de openbare aanbidding van beleggingsinstrumenten en de toelating van beleggingsinstrumenten tot de verhandeling op een geregelenteerde markt (hierna « de wet van 16 juni 2006 » genoemd), die inzonderheid Richtlijn 2003/71/EG van 4 november 2003 betreffende het prospectus dat gepubliceerd moet worden wanneer effecten aan het publiek worden aangeboden of tot de handel worden toegelaten (hierna « Richtlijn 2003/71/EG » genoemd) omzet in Belgisch recht, hetzij verordening (EG) nr. 809/2004 van de Commissie van 29 april 2004 tot uitvoering van voornoemde Richtlijn op het vlak van de in het prospectus te verstrekken informatie, de vormgeving van het prospectus, de opneming van informatie door middel van verwijzing, de publicatie van het prospectus en de verspreiding van advertenties (hierna « verordening (EG) nr. 809/2004 » genoemd).

Bron van de voorstellen

1. De volgende thema's zijn, vanuit technisch oogpunt, onderzocht door de regelgevers van de Euronext-zone : de afsluiting van de inschrijving op de voor de particuliere beleggers bestemde en de aan de gekwalificeerde beleggers voorbehouden schijven, de minimale toegang van de particuliere beleggers tot openbare aanbiedingen, de openbaarmakingen na de toewijzing, alsook de overinschrijvingsfaciliteit, de greenshoe-optie en de bijstelling van het aantal aangeboden aandelen (artikelen 3, 4, 6, 9 en 10). Bovendien houden de voorstellen rekening met de werkzaamheden op Europees niveau, voornamelijk de werkzaamheden die hebben geleid tot de goedkeuring van Richtlijn 2003/71/EG en verordening (EG) nr. 809/2004.

2. Ook de resultaten van de CESR-werkzaamheden (CESR is de afkorting van « Committee of European Securities Regulators », i.e. het Comité van Europese Effectenregelgevers) rond de toewijzing van financiële instrumenten (« Stabilisation and Allotment, a European Supervisory Approach », april 2002) en/of sommige bepalingen van verordening (EG) nr. 2273/2003 van de Commissie van 22 december 2003 tot uitvoering van Richtlijn 2003/6/EG wat de uitzonderingsregeling voor terugkoopprogramma's en voor de stabilisatie van financiële instrumenten betreft, zijn in deze voorstellen verwerkt, in hoofdzaak dan de regels ten gronde over de overinschrijvingsfaciliteit en de greenshoe-optie (artikel 9) en de geldende regel in verband met de openbare verspreiding van informatie over de omvang van de vraag tijdens de openbare aanbidding (artikel 12, § 1).

Wat de regels ten gronde inzake stabilisatie betreft, bepaalt verordening (EG) nr. 2273/2003 onder welke voorwaarden stabilisatietransacties worden uitgesloten uit het toepassingsgebied van de verbodsbepalingen inzake marktmisbruik. Die regels zijn echter enkel dwingend als de entiteit die de stabilisatie verricht, zich wenst te beroepen op de in voornoemde verordening vermelde uitzonderingsregeling inzake marktmisbruik. Rekening houdend met dat element en met de opgedane ervaring bij de afhandeling van recente dossiers door de bevoegde autoriteiten, is het aangewezen gebleken de in de artikelen 9.3., 10.1. en 10.2. van voornoemde verordening vermelde voorschriften in alle hypothesen verplicht te stellen (artikel 5).

3. De voorstellen in verband met de praktijken die verboden zijn bij de toewijzing van financiële instrumenten (artikel 7, § 2), vloeien rechtstreeks voort uit de regels die de Britse toezichhoudende autoriteit FSA (« Financial Services Authority ») begin 2004 heeft goedgekeurd in haar « Handbook of Rules and Guidance ». Over die regels heeft in 2003 een uitgebreide consultatie plaatsgevonden in het Verenigd Koninkrijk.

4. Hoewel circulaire D2/F/2000/4 van de CBFA van 19 juni 2000 over de werking van de primaire markt in Belgische beroepsmiddelen als voorbijgestreefd wordt beschouwd, omdat bij de opstelling ervan in essentie is uitgegaan van de toenmalige marktsituatie waarbij een groot aantal uitgaven diverse malen waren overingeschreven, zijn in het koninklijk besluit toch twee bepalingen uit die circulaire overgenomen. Het gaat daarbij meer specifiek om de bepaling over het verbod voor financiële tussenpersonen die lid zijn van het plaatsingssyndicaat, om zichzelf rechtstreeks of onrechtstreeks financiële instrumenten toe te wijzen bij volledige inschrijving op een aanbidding (artikel 7, § 1), en de bepaling over de uiteindelijke prijs van de aanbidding (artikel 8).

5. Enfin, la proposition relative à l'interdiction d'octroyer des avantages pendant la période précédant une première admission à la négociation d'instruments financiers, accompagnée d'une offre publique desdits instruments (« initial public offering » ou « IPO ») (article 11) résulte d'une étude effectuée par la CBFA auprès des régulateurs allemands, français, néerlandais et britanniques. Cette étude avait pour objet d'examiner s'il convenait ou non d'introduire des règles de fond spécifiques en ce qui concerne le processus de formation des prix en général et de construction du livre d'ordres (« book building ») en particulier. Cette étude concluait que des dispositions en matière d'octroi d'avantages pendant la période précédant l'« IPO » devraient être adoptées. Cet article 11 est pris en exécution de l'article 29, 4°, de la loi du 2 août 2002.

Possibilité pour la CBFA d'accorder des dérogations dans certains cas

Afin de conserver la flexibilité nécessaire au bon fonctionnement du marché primaire, lorsque l'arrêté fixe des seuils chiffrés, la CBFA disposera de la possibilité de donner des dérogations dûment motivées. Il en va ainsi, par exemple, de l'obligation de réserver au profit des investisseurs particuliers, une tranche de l'offre d'au moins 10 % lors des offres ciblant ce type de souscripteurs potentiels (article 4).

Applicabilité d'autres dispositions

Le présent arrêté royal complète le dispositif légal en matière d'offres publiques d'instruments de placement constitué par la loi du 16 juin 2006, par ses arrêtés d'exécution et par le règlement (CE) n° 809/2004.

Les dispositions proposées sont donc applicables sans préjudice des dispositions de la loi du 16 juin 2006 et, notamment de son titre VI.

Commentaires des articles

Champ d'application (article 2)

Les règles de fonctionnement du marché primaire proposées s'appliqueront à toutes les offres publiques d'instruments financiers effectuées sur le territoire belge qui nécessitent la publication d'un prospectus (1). Il s'agira des offres publiques suivies ou non d'une admission à la négociation sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation belge, tel que Eurolist, Alternext et le Marché Libre.

En principe, les règles de fonctionnement du marché primaire proposées s'appliqueront tant aux émetteurs et aux offreurs qu'aux intermédiaires désignés par eux afin de les assister dans la conception et la mise en œuvre de l'opération. Toutefois, par essence, certaines d'entre elles ne viseront que l'une ou l'autre de ces catégories. Il en va ainsi, par exemple, de l'option de sur-allocation qui n'est normalement accordée qu'à l'intermédiaire financier intervenant en qualité de chef de file du syndicat de placement.

La notion d'instrument financier utilisée dans le présent projet est définie en son article 1, 9°. Dans cette définition, il est proposé de faire usage de l'habilitation figurant à l'article 2, 1°, k), de la loi du 2 août 2002, permettant d'étendre la notion d'instruments financiers à d'autres instruments que ceux visés sous les points a) à i) de ce même article. En conséquence, pour l'application de l'article 29, 1°, 2° et 4°, de la loi du 2 août 2002 et du présent arrêté royal, la notion d'« instrument financier » coïncide avec celle d'« instrument de placement » au sens de la loi du 16 juin 2006.

Notons par ailleurs que le second alinéa de l'article 2 précise que les dispositions de l'arrêté ont vocation à s'appliquer à tous types d'instruments financiers. Ainsi, dans la mesure où les dispositions de l'arrêté sont compatibles avec leur nature, les instruments financiers donnant droit d'acquiescer des actions (telles les obligations convertibles) sont visés. Dans certains cas, cependant, l'arrêté vise certains types d'instruments financiers seulement, telles les actions ou les certificats représentatifs d'actions (article 10).

5. Tot slot vloeit het voorgestelde verbod om voordelen toe te kennen tijdens de periode voorafgaand aan de eerste toelating van financiële instrumenten tot de verhandeling, gekoppeld aan een openbare aanbieding van die instrumenten (« initial public offering » (« IPO ») of beursintroduktie) (artikel 11), voort uit een studie die de CBFA heeft uitgevoerd bij de Duitse, Nederlandse, Franse en Britse regelgevers. Doelstelling van die studie was te onderzoeken of het al dan niet aangewezen was om specifieke regels ten gronde in te voeren voor het prijsvormingsproces in het algemeen en de samenstelling van het orderboek (« bookbuilding ») in het bijzonder. De conclusie van de studie luidde dat bepalingen zouden moeten worden vastgesteld over de toekenning van voordelen tijdens de periode voorafgaand aan een beursintroduktie. Voornoemd artikel 11 is genomen ter uitvoering van artikel 29, 4°, van de wet van 2 augustus 2002.

Mogelijkheid voor de CBFA om in bepaalde gevallen afwijkingen te verlenen

Om de voor de goede werking van de primaire markt vereiste flexibilité te behouden, beschikt de CBFA, ofschoon het besluit becijferde drempels vastlegt, over de mogelijkheid om behoorlijk gemotiveerde afwijkingen te verlenen. Dat is bijvoorbeeld zo in verband met de verplichting om minimaal een schijf van 10 % van een aanbieding voor te behouden voor particuliere beleggers wanneer die aanbieding specifiek op die categorie van potentiële inschrijvers gericht is (artikel 4).

Toepasbaarheid van andere bepalingen

Dit koninklijk besluit vormt een aanvulling op de wettelijke regeling inzake openbare aanbiedingen van beleggingsinstrumenten die is ingevoerd bij de wet van 16 juni 2006, de uitvoeringsbesluiten van die wet en verordening (EG) nr. 809/2004.

De voorgestelde bepalingen zijn dus van toepassing onverminderd de bepalingen van de wet van 16 juni 2006 en met name van titel VI van die wet.

Commentaar bij de artikelen

Toepassingsgebied (artikel 2)

De voorgestelde regels in verband met de werking van de primaire markt zullen van toepassing zijn op alle openbare aanbiedingen van financiële instrumenten op het Belgische grondgebied waarvoor een prospectus moet worden gepubliceerd (1). Het gaat daarbij om de openbare aanbiedingen die al dan niet worden gevolgd door een toelating tot de verhandeling op een Belgische gereglementeerde markt of een Belgische multilaterale handelsfaciliteit, zoals Eurolist, Alternext en de Vrije Markt.

De voorgestelde regels in verband met de werking van de primaire markt zullen in beginsel zowel gelden voor de uitvoerende instellingen en de aanbieders, als voor de tussenpersonen die zij hebben aangesteld om hen te helpen bij het concipiëren en het uitvoeren van de betrokken verrichtingen. Toch zullen sommige bepalingen per definitie slechts betrekking hebben op één van die categorieën. Dat is bijvoorbeeld zo voor de overinschrijvingsfaciliteit die normaliter enkel wordt verleend aan de financiële tussenpersoon die optreedt als « lead manager » van het plaatsingsyndicaat.

Het in dit ontwerp van koninklijk besluit gebruikte begrip « financieel instrument » wordt gedefinieerd in artikel 1, 9°. In die definitie wordt voorgesteld gebruik te maken van de machtiging waarvan sprake in artikel 2, 1°, k), van de wet van 2 augustus 2002, op grond waarvan het begrip « financieel instrument » kan worden uitgebreid tot andere instrumenten dan die bedoeld in de punten a) tot i) van datzelfde artikel. Bijgevolg stemt het begrip « financieel instrument », voor de toepassing van artikel 29, 1°, 2° en 4°, van de wet van 2 augustus 2002 en van dit koninklijk besluit, overeen met het begrip « beleggingsinstrument » in de zin van de wet van 16 juni 2006.

Er dient te worden opgemerkt dat het tweede lid van artikel 2 verduidelijkt dat de bepalingen van het besluit zo zijn opgevat dat zij van toepassing zijn op alle types financiële instrumenten. In zoverre de bepalingen van het besluit compatibel zijn met hun aard, gelden zij voor de financiële instrumenten die recht geven op de verwerving van aandelen (zoals converteerbare obligaties). In bepaalde gevallen echter viseert het koninklijk besluit enkel bepaalde types financiële instrumenten, zoals aandelen of aandelencertificaten (artikel 10).

Clôture de la souscription des tranches proposées aux investisseurs particuliers et aux investisseurs qualifiés (article 3)

Une consultation organisée au sein des pays de la zone Euronext a fait apparaître la nécessité d'introduire une certaine souplesse en la matière.

Il convient de noter que, si la proposition n'a pas pour objet d'établir des règles relatives à la souscription des tranches réservées aux investisseurs qualifiés, dans la mesure où celles-ci sont lancées concurremment à la souscription aux tranches destinées aux investisseurs particuliers, le règlement de ces dernières a nécessairement certaines incidences sur la manière d'organiser la souscription des tranches privées. Cette réflexion est également valable pour la disposition reprise à l'article 4 de l'arrêté.

Il va de soi que la possibilité de clôturer la souscription de la tranche réservée aux investisseurs qualifiés après la souscription de la tranche réservée aux investisseurs particuliers ne peut en aucun cas avoir pour conséquence d'activer le droit de reprise (ou clause de « claw back ») au détriment de la tranche réservée aux investisseurs particuliers.

Conformément à l'article 34, § 1^{er}, de la loi du 16 juin 2006, si un fait nouveau, significatif, de nature à influencer l'évaluation des instruments financiers survient entre la clôture de la souscription de la tranche destinée aux investisseurs particuliers et la clôture de la souscription de la tranche destinée aux investisseurs qualifiés, les investisseurs particuliers ayant accepté d'acheter des instruments financiers ou d'y souscrire ont le droit de retirer leurs ordres dans les conditions prévues par l'article 34, § 3, de la loi du 16 juin 2006.

Accès minimum des investisseurs particuliers aux offres publiques (article 4)

L'objectif de cette règle est d'éviter des situations où les investisseurs particuliers, bien que visés par une offre (par exemple par le canal d'une campagne de publicité les visant spécifiquement), n'obtiennent finalement qu'une part négligeable des instruments financiers proposés.

Il est clair que cette règle n'est pas d'application s'il apparaît que les investisseurs particuliers ne souscrivent pas (ou souscrivent insuffisamment) à l'offre. Dès lors, la proposition n'empêche pas l'usage des dispositifs de droit de reprise (ou « clawback ») dans l'hypothèse où la demande émanant de particuliers est inférieure à 10 %, pas plus qu'elle n'impose le lancement d'une offre publique. Par contre, pour l'application de cette règle, la notion de clawback ne peut être interprétée de manière extensive. Ainsi, si les investisseurs particuliers ont souscrit à au moins 10 % des instruments financiers proposés, il ne peut être envisagé d'invoquer un déséquilibre même significatif entre les différentes tranches pour déroger à la règle des 10 %.

Cette disposition ne serait pas non plus d'application si les instruments financiers sont proposés à un groupe spécifique d'investisseurs. L'on vise ici, par exemple, une offre réalisée dans le respect du droit de préférence ou une opération destinée aux membres du personnel d'une société.

En cas d'émission transfrontalière, la règle des 10 % vise uniquement la tranche réservée au marché belge (les dispositions en matière de marché primaire sont applicables exclusivement sur le territoire belge) et non l'ensemble de l'opération. Cependant, la règle étant d'application au sein des quatre pays de la zone Euronext disposant d'un marché au comptant, si une offre publique est transfrontalière dans ces pays, la règle sera normalement d'application dans chacun de ceux-ci.

Enfin précisons que cette règle ayant fait l'objet d'un consensus parmi les régulateurs de la zone Euronext, il ne peut être envisagé d'en limiter la portée, par exemple, aux seules « IPO » d'actions.

Afsluiting van de inschrijving op de voor de particuliere beleggers bestemde en de aan de gekwalificeerde beleggers voorbehouden schijven (artikel 3)

Een consultatie in de landen van de Euronext-zone heeft uitgewezen dat er ter zake nood is aan een zekere soepelheid.

Hoewel het voorstel niet tot doel heeft regels vast te stellen voor de inschrijving op de aan gekwalificeerde beleggers voorbehouden schijven, in zoverre die gelijktijdig wordt gelanceerd met de inschrijving op de voor de particuliere beleggers bestemde schijven, moet worden opgemerkt dat de regels voor laatstgenoemde schijven onvermijdelijk ook bepaalde gevolgen hebben voor de manier waarop de inschrijving op de particuliere schijven wordt georganiseerd. Die opmerking geldt ook voor het bepaalde bij artikel 4 van het besluit.

Het spreekt voor zich dat de mogelijkheid om de inschrijving op de aan de gekwalificeerde beleggers voorbehouden schijf af te sluiten na de inschrijving op de voor de particuliere beleggers bestemde schijf, zeker niet tot gevolg mag hebben dat de clawback-clausule wordt geactiveerd ten koste van de voor de particuliere beleggers bestemde schijf.

Artikel 34, § 1, van de wet van 16 juni 2006 bepaalt dat, indien zich tussen het tijdstip van afsluiting van de inschrijving op de voor de particuliere beleggers bestemde schijf en het tijdstip van afsluiting van de inschrijving op de aan de gekwalificeerde beleggers voorbehouden schijf, een nieuw betekenisvol feit voordoet dat van invloed kan zijn op de beoordeling van de financiële instrumenten, de particuliere beleggers die hebben aanvaard financiële instrumenten te kopen of op dergelijke instrumenten in te schrijven, het recht hebben om hun orders in te trekken conform de voorwaarden waarvan sprake in artikel 34, § 3, van de wet van 16 juni 2006.

Minimale toegang van de particuliere beleggers tot openbare aanbiedingen (artikel 4)

Met deze regel wordt getracht situaties te voorkomen waarin de particuliere beleggers, hoewel zij duidelijk tot het doelpubliek van een aanbieding behoren (wat bijvoorbeeld blijkt uit de specifiek op hen gerichte reclamecampagne,), uiteindelijk slechts een verwaarloosbaar deel van de aangeboden financiële instrumenten toegewezen krijgen.

Vanzelfsprekend geldt deze regel niet wanneer blijkt dat de particuliere beleggers niet (of onvoldoende) inschrijven op de aanbieding. Het voorstel belet dan ook niet dat de clawback-clausule wordt geactiveerd als de vraag van de particuliere beleggers minder dan 10 % bedraagt, en stelt ook het uitbrengen van een openbare aanbieding niet verplicht. Voor de toepassing van die regel kan het begrip « clawback » echter niet extensief worden geïnterpreteerd. Aldus mag, als de particuliere beleggers op minstens 10 % van de aangeboden financiële instrumenten hebben ingeschreven, niet worden overwogen om een onevenwicht tussen de verschillende schijven in te roepen om van de 10 %-regel af te wijken, zelfs niet als het onevenwicht aanzienlijk is.

Deze bepaling zou evenmin van toepassing zijn als de financiële instrumenten aan een specifieke groep beleggers worden aangeboden. Voorbeelden hiervan zijn een aanbieding die wordt uitgebracht met naleving van het voorkeurrecht, of een verrichting die voorbehouden is aan de personeelsleden van een vennootschap.

Bij een grensoverschrijdende uitgifte heeft de 10 %-regel enkel betrekking op de aan de Belgische markt voorbehouden schijf (de bepalingen over de primaire markt zijn uitsluitend van toepassing op het Belgische grondgebied) en niet op de volledige verrichting. Aangezien die regel van toepassing is in de vier landen van de Euronext-zone met een contantmarkt als een openbare aanbieding in die landen grensoverschrijdend is, zal die normaliter toch in elk van die vier landen gelden.

Tot slot moet worden opgemerkt dat niet kan worden overwogen om de draagwijdte van deze regel te beperken tot bijvoorbeeld alleen beursintroductions van aandelen, omdat over deze regel een consensus is bereikt door de regelgevers van de Euronext-zone.

Stabilisation

(article 5)

Il est renvoyé aux commentaires repris sous la section « Source des propositions », paragraphe 2.

Publications à opérer après allocation (article 6)

Les informations demandées en cette matière sont également celles reprises dans le document issu du CERVM « Stabilisation and Allotment », à l'exception toutefois des informations à communiquer à la CBFA reprises au premier paragraphe, relatives en particulier au nombre total d'instruments financiers d'instruments financiers alloués. Il va de soi que cette publication doit intervenir avant la première cotation des instruments financiers concernés.

Dans l'hypothèse où l'option de sur allocation n'est pas exercée à la clôture de l'offre, il convient de rendre public à son échéance, qui se situe généralement 30 jours calendriers après la clôture de l'offre, des informations quant à la manière dont elle a été utilisée afin que le public soit informé du nombre exact d'instruments placés.

Pratiques interdites
dans le cadre des allocations d'instruments financiers (article 7)

La première pratique interdite (article 7, § 1^{er}) était déjà prévue dans la circulaire D2/F/2000/4 de la CBFA relative au fonctionnement du marché primaire. Elle s'applique à l'ensemble des instruments financiers faisant l'objet de l'offre, à savoir tant les instruments relevant de la tranche destinée aux investisseurs particuliers que ceux relevant de la tranche réservée aux investisseurs qualifiés.

La question s'est posée de savoir ce qu'il convenait de faire dans l'hypothèse où des instruments financiers sont attribués à une sicav ou à une pricaf dont le promoteur est un membre du syndicat. Il n'y a pas d'objection à une telle pratique puisqu'en l'occurrence les instruments sont alloués au bénéfice de l'ensemble des détenteurs des titres de la sicav et non en faveur des intermédiaires membres du syndicat.

L'interdiction visée à l'article 7, paragraphe 2 est directement inspirée des règles adoptées récemment par le régulateur britannique (« FSA ») dans son « Handbook of Rules and Guidance ». Ainsi, il apparaît indispensable d'interdire que certaines personnes puissent obtenir des allocations préférentielles à titre de remerciement pour des services de banque d'investissement prestés dans le passé ou à titre d'incitant pour la réalisation d'affaires futures.

En particulier sont interdites :

- toute allocation effectuée pour inciter le client au paiement d'une rémunération excessive dans le cadre de la prestation d'autres services ou pour inciter à la conclusion par un client, d'un nombre important de contrats de prestation de service, même si la rémunération de ceux-ci est normale;
- toute allocation effectuée en faveur d'un dirigeant d'un client existant ou potentiel, en contrepartie de l'apport futur ou déjà réalisé d'activités de financement de la société qu'il dirige (« corporate finance »);
- toute allocation explicitement ou implicitement subordonnée à la réception d'ordres par l'intermédiaire ou à la prestation, par l'intermédiaire, de tout autre service en faveur de l'investisseur ou d'une société au sein de laquelle l'investisseur est employé.

Le fait pour un intermédiaire de prévoir, dans le prospectus, une allocation préférentielle en faveur de clients ayant souscrit les instruments financiers auprès de lui n'est pas visé par l'interdiction prévue par l'article 7, paragraphe 2 du présent arrêté.

Stabilisatie

(artikel 5)

Hier wordt verwezen naar de toelichting bij punt 2 van de afdeling « Bron van de voorstellen ».

Openbaarmakingen na de toewijzing (artikel 6)

Ook de over deze materie gevraagde informatie stemt overeen met de informatie waarvan sprake in het CESR-document « Stabilisation and Allotment », met uitzondering echter van de in § 1 vermelde informatie die aan de CBFA moet worden meegedeeld over met name het totaal aantal toegewezen financiële instrumenten. Het spreekt voor zich dat laatstgenoemde informatie openbaar moet worden gemaakt vóór de eerste notering van de betrokken financiële instrumenten.

Als geen gebruik wordt gemaakt van de overinschrijvingsfaciliteit bij de afsluiting van de aanbieding, moet op de vervaldatum van die overinschrijvingsfaciliteit, over het algemeen dertig kalenderdagen na de afsluiting van de aanbieding, informatie openbaar worden gemaakt over de manier waarop gebruik is gemaakt van die overinschrijvingsfaciliteit, om het publiek te informeren over het exacte aantal geplaatste instrumenten.

Verboden praktijken bij de toewijzing
van financiële instrumenten (artikel 7)

De eerste verboden praktijk (artikel 7, § 1) kwam al aan bod in circulaire D2/F/2000/4 van de CBFA over de werking van de primaire markt. Het betrokken verbod geldt voor alle financiële instrumenten waarop de aanbidding betrekking heeft, dus zowel voor de instrumenten uit de voor de particuliere beleggers bestemde schijf als voor de instrumenten uit de aan de gekwalificeerde beleggers voorbehouden schijf.

De vraag is gerezen wat er moet gebeuren als financiële instrumenten worden toegewezen aan een bevek of een privak waarvan de promotor een lid van het plaatsingssyndicaat is. Tegen die praktijk bestaat geen bezwaar omdat de financiële instrumenten daarbij aan alle houders van de effecten van de bevek worden toegewezen en niet aan de tussenpersonen die lid zijn van het plaatsingssyndicaat.

De verbodsbepaling in artikel 7, § 2, vloeit rechtstreeks voort uit de recent door de Britse regelgever FSA goedgekeurde regels in haar « Handbook of Rules and Guidance ». Zo blijkt te moeten worden verboden dat bepaalde personen bij de toewijzing een voorkeursbehandeling krijgen als dank voor in het verleden verstrekte beleggingsbankdiensten of als aanmoediging voor toekomstige activiteiten.

Volgende toewijzingen zijn inzonderheid verboden :

- alle toewijzingen waarmee de cliënt ertoe wordt aangezet om een buitensporige vergoeding te betalen voor de verstrekking van andere diensten, of om een groot aantal dienstverleningscontracten te sluiten, ook al wordt voor die contracten een normale vergoeding betaald;
- alle toewijzingen ten gunste van een leider van een bestaande of potentiële cliënt, als tegenprestatie voor de nog in te brengen of al ingebrachte activiteiten in verband met de financiering van de door hem geleide vennootschap (« corporate finance »);
- alle toewijzingen die expliciet of impliciet afhankelijk worden gesteld van de inontvangstneming van orders door de tussenpersoon of van de verlening door de tussenpersoon van om het even welke andere dienst ten gunste van de belegger of de vennootschap die de belegger tewerkstelt.

Het feit dat een tussenpersoon in het prospectus bepaalt dat de cliënten die bij hem op de financiële instrumenten inschrijven, een voorkeursbehandeling krijgen bij de toewijzing, valt niet onder de verbodsbepaling waarvan sprake in artikel 7, § 2, van dit besluit.

Prix final de l'offre (article 8)

L'égalité de traitement doit être assurée quant aux conditions offertes aux investisseurs particuliers et aux investisseurs qualifiés. Ceci suppose un prix final identique pour tous les investisseurs. Il n'y a néanmoins pas d'objection à ce qu'une ristourne limitée soit consentie au public dans le respect du Code des sociétés (dont notamment ses articles 598 et 609).

Il s'agit d'une règle qui figurait dans la circulaire belge du 19 juin 2000 relative au fonctionnement du marché primaire (point II. « Egalité de traitement dans le cadre des offres »).

Facilité de sur-allocation et option de couverture des sur-allocations dans le cas d'une offre publique d'actions ou de certificats représentatifs d'actions (article 9)

Même si la règle des 15 % constitue une référence en la matière, il a paru utile de permettre à la CBFA d'accorder des dérogations dans des cas dûment justifiés. Cependant, dans l'hypothèse où une dérogation serait accordée, le requérant ne pourrait plus bénéficier de l'exemption prévue dans le règlement (CE) n° 2273/2003 en matière d'abus de marché. En effet, dans son article 11, *d*, ce règlement prévoit la même limite de 15 %, mais sans faculté de dérogation.

Ajustement du nombre d'actions ou de certificats représentatifs d'actions offerts (article 10)

Les niveaux d'ajustement maxima prévus se réfèrent aux seuils actuellement applicables en France.

Ces seuils comprennent tant l'adaptation prévue dans le prospectus que celle allant au-delà des limites prévues initialement dans ce document.

Processus de formation des prix : interdiction d'octroyer des avantages pendant la période précédant une première admission à la négociation avec offre publique concomitante (« initial public offering » ou « IPO ») (article 11)

Cette disposition a pour but de décourager les opérations par lesquelles des personnes averties de la prochaine « IPO » d'une société pourraient acquérir des actions à un prix inférieur au prix de ladite « IPO ».

Règles de publicité en cas de diffusion publique au cours ou à l'issue de l'offre publique d'informations quant à l'état de la demande (article 12)

La règle reprise au premier paragraphe a pour but d'éviter la diffusion d'informations incomplètes ou inexactes destinées à favoriser au cours de l'offre publique l'achat ou la souscription, par les investisseurs particuliers, des instruments financiers. Une telle diffusion doit permettre une analyse adéquate des informations fournies. Cette disposition ne fait qu'introduire dans notre droit positif un standard figurant dans le document issu du CERVM « Stabilisation and Allotment » et dont il a déjà été question ci-dessus.

En ce qui concerne la disposition reprise au paragraphe 2, il faut noter que les informations relatives à l'état final de la demande à communiquer à la CBFA ne sont pas destinées à être publiées, sauf si des éléments de ces informations venaient à être rendus publics. Dans ce cas, il appartiendrait à l'émetteur d'en assurer une diffusion correcte, éventuellement suivant les règles de publication des informations occasionnelles (AR du 31 mars 2003 relatif aux obligations des émetteurs d'instruments financiers admis aux négociations sur un marché réglementé belge) si celles-ci sont applicables.

Uiteindelijke prijs van de aanbieding (artikel 8)

Wat de aangeboden voorwaarden betreft, moeten de nodige garanties worden ingebouwd voor een gelijke behandeling van de particuliere en de gekwalificeerde beleggers. Dit veronderstelt dat de uiteindelijke prijs identiek is voor alle beleggers. Toch bestaat er geen bezwaar tegen dat aan het publiek een beperkte prijsreductie wordt verleend, weliswaar met naleving van het Wetboek van vennootschappen (inzonderheid van de artikelen 598 en 609).

Deze regel kwam ook al aan bod in de voornoemde Belgische circulaire van 19 juni 2000 over de werking van de primaire markt (punt II. « Gelijke behandeling van de beleggers bij een aanbieding »).

Overinschrijvingsfaciliteit en greenshoe-optie in het kader van een openbare aanbieding van aandelen of aandelen certificaten (artikel 9)

Hoewel de 15 %-regel ter zake een referentie vormt, leek het nuttig de CBFA de mogelijkheid te bieden om, in behoorlijk gemotiveerde gevallen, afwijkingen te verlenen. Indien een afwijking zou worden verleend, moet de aanvrager er echter attent worden op gemaakt dat hij dan niet meer in aanmerking komt voor de vrijstelling waarvan sprake in verordening (EG) nr. 2273/2003 inzake marktmisbruik. Artikel 11, *d*, van die verordening voorziet immers in dezelfde 15 %-regel, maar dan zonder afwijkingmogelijkheid.

Bijstelling van het aantal aangeboden aandelen of aandelen certificaten (artikel 10)

De ingevoerde maximumdrempels voor de bijstellingen zijn geënt op de thans in Frankrijk geldende drempels.

Die drempels betreffen zowel de bijstelling waarin het prospectus voorziet, als de bijstelling die de oorspronkelijk in het prospectus vastgelegde begrenzings overschrijdt.

Prijsvormingsproces : verbod om voordelen toe te kennen tijdens de periode voorafgaand aan een eerste toelating tot de verhandeling met een gelijktijdige openbare aanbieding (« initial public offering » (IPO) of beursintroductie) (artikel 11)

Deze bepaling is bedoeld om verrichtingen te ontmoedigen waarbij personen die op de hoogte zijn van de volgende IPO van een vennootschap, aandelen zouden kopen tegen een lagere prijs dan de prijs van de IPO.

Openbaarmakingsregels die van toepassing zijn als tijdens of na afloop van de openbare aanbieding informatie openbaar wordt gemaakt over de omvang van de vraag (artikel 12)

Bedoeling van de in § 1 vermelde regel is te voorkomen dat onvolledige of onjuiste informatie zou worden verspreid om, tijdens de openbare aanbieding, de aankoop van of de inschrijving op financiële instrumenten door de particuliere beleggers te stimuleren. Een dergelijke verspreiding moet een passende analyse van de verstrekte informatie mogelijk maken. Met deze bepaling wordt in ons positief recht een norm ingevoerd die is overgenomen uit het eerder vermelde CESR-document « Stabilisation and Allotment » en die al eerder aan bod is gekomen.

Wat de in § 2 vermelde bepaling betreft, moet worden genoteerd dat de informatie over de uiteindelijke omvang van de vraag die aan de CBFA moet worden verstrekt, niet hoeft te worden gepubliceerd, behalve wanneer bepaalde onderdelen van die informatie openbaar zouden worden gemaakt. In dat geval moet de uitgevende instelling zorgen voor een correcte informatieverstrekking, eventueel volgens de regels die gelden voor de publicatie van occasionele informatie (koninklijk besluit van 31 maart 2003 betreffende de verplichtingen van emittenten van financiële instrumenten die zijn toegelaten tot de verhandeling op een Belgische geregelende markt), als die van toepassing zijn.

En ce qui concerne l'information relative aux instruments financiers souscrits pour compte propre par les membres du syndicat, il convient de faire le lien avec l'article 7, paragraphe 1^{er} de l'arrêté. Ainsi, cette pratique n'est concevable que dans la mesure où il y a exercice de la garantie de bonne fin ou comme conséquence de la prise ferme.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
le très respectueux
et le très fidèle serviteur,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDERS

**17 MAI 2007. — Arrêté royal
relatif aux pratiques de marché primaire**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, notamment l'article 2, 1^o, k), et l'article 29, modifié par la loi du 2 mai 2007;

Vu la consultation ouverte au sens de l'article 2, 18^o, de cette même loi, qui a été organisée conjointement par le SPF Finances et la CBFA du 9 février au 10 mars 2006;

Vu l'avis n^o 41.670/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 décembre 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^o, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de la CBFA, donné le 23 janvier 2007;

Sur proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Section I^{re}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o « allocation » : processus par lequel le nombre d'instruments financiers attribués aux investisseurs ayant souscrit à l'offre publique est déterminé;

2^o « CBFA » : la Commission bancaire, financière et des Assurances;

3^o « chef de file » : intermédiaire désigné à la tête du syndicat de placement;

4^o « construction d'un livre d'ordres » : procédure intervenant au cours d'une offre publique, suivant laquelle le prix final de l'instrument financier proposé est déterminé sur la base d'une fourchette de prix. Ce prix final est fixé, selon le cas, par l'émetteur, l'offreur, les personnes qui sollicitent l'admission à la négociation ou les intermédiaires désignés par eux lorsqu'ils interviennent dans le cadre d'offres en vente ou en souscription d'instruments financiers, après consultation des investisseurs qualifiés et en tenant compte des conditions de marché et d'autres facteurs éventuels (« bookbuilding »);

5^o « droit de reprise » : transfert d'instruments financiers d'une tranche d'une offre publique vers une autre en raison de déséquilibres de la demande dans les tranches concernées (« clawback »);

6^o « émetteur » : la personne morale visée à l'article 9, 2^o, de la loi du 16 juin 2006;

7^o « facilité de sur-allocation » : clause de la convention de prise ferme ou de l'accord de gestion de placement qui permet d'accepter les souscriptions portant sur un nombre d'instruments financiers concernés supérieur à celui qui était offert initialement (« overallocation »);

Wat de informatie betreft over de financiële instrumenten waarop de leden van het plaatsingssyndicaat voor eigen rekening hebben ingeschreven, moet het verband worden gelegd met artikel 7, § 1, van het besluit. Die praktijk is aldus enkel denkbaar bij uitoefening van de waarborg van goede afloop of als gevolg van de vaste overname.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS

**17 MEI 2007. — Koninklijk besluit
betreffende de primaire marktpraktijken**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, inzonderheid op artikel 2, 1^o, k), en op artikel 29, gewijzigd bij de wet van 2 mei 2007;

Gelet op de open raadpleging in de zin van artikel 2, 18^o, van diezelfde wet, die gezamenlijk werd georganiseerd door de FOD Financiën en de CBFA en die liep van 9 februari tot 10 maart 2006;

Gelet op advies nr. 41.670/2 van de Raad van State, gegeven op 11 december 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de CBFA, gegeven op 23 januari 2007;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Afdeling I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o « toewijzing » : de procedure waarbij wordt bepaald hoeveel financiële instrumenten worden toegewezen aan de beleggers die op de openbare aanbidding zijn ingegaan;

2^o « CBFA » : de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen;

3^o « lead manager » : de tussenpersoon die is aangesteld als hoofd van het plaatsingssyndicaat;

4^o « samenstelling van het orderboek » : de procedure waarbij, in het kader van een openbare aanbidding, de uiteindelijke prijs van het aangeboden financieel instrument wordt bepaald op basis van een prijsvork. Die uiteindelijke prijs wordt vastgesteld door, naargelang het geval, de uitgevende instelling, de aanbieder, de aanvragers van de toelating tot de verhandeling of de door hen aangestelde tussenpersonen, wanneer zij optreden in het kader van aanbiddingen tot verkoop van of tot inschrijving op financiële instrumenten, na raadpleging van de gekwalificeerde beleggers en rekening houdend met de marktvoorwaarden en eventuele andere factoren (« bookbuilding »);

5^o « clawback » : de overdracht van financiële instrumenten van een bepaalde schijf van een openbare aanbidding naar een andere schijf omdat de vraag in de betrokken schijven niet in evenwicht is;

6^o « uitgevende instelling » : de rechtspersoon als bedoeld in artikel 9, 2^o, van de wet van 16 juni 2006;

7^o « overinschrijvingsfaciliteit » : de clausule in de onderwritingovereenkomst of in de lead-managementovereenkomst die toelaat inschrijvingen te aanvaarden voor een groter aantal financiële instrumenten dan het oorspronkelijk aangeboden aantal (« overallocation »);

8° « option de couverture des sur-allocations » : option conférée par l'offreur ou l'émetteur, selon le cas, aux entreprises d'investissement ou aux établissements de crédit impliqués dans l'offre publique dans le but de couvrir les surallocations, leur permettant d'acquérir un montant supplémentaire d'instruments financiers offerts durant une certaine période déterminée, postérieure à l'offre publique (« green shoe option »);

9° « instruments financiers » : les instruments visés à l'article 2, 1°, a) à j), de la loi du 2 août 2002, de même que tous les autres instruments de placement au sens de l'article 4 de la loi du 16 juin 2006;

10° « investisseurs qualifiés » : les personnes visées à l'article 10 de la loi du 16 juin 2006;

11° « loi du 2 août 2002 » : la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers;

12° « loi du 16 juin 2006 » : la loi du 16 juin 2006 relative aux offres publiques d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés;

13° « marché réglementé » : tout marché réglementé belge ou étranger visé à l'article 2, 3°, 5° ou 6°, de la loi du 2 août 2002;

14° « offre publique » : toute opération visée à l'article 3 de la loi du 16 juin 2006;

15° « offreur » : la personne morale ou physique visée à l'article 9, 1°, de la loi du 16 juin 2006;

16° « investisseurs particuliers » : les personnes morales ou physiques qui ne sont pas des investisseurs qualifiés au sens de l'article 10 de la loi du 16 juin 2006;

17° « stabilisation » : toute acquisition, offre d'acquisition ou toute opération équivalente réalisée sur des instruments financiers ayant fait l'objet d'une offre publique dans le but de soutenir leur prix sur le marché pendant une durée prédéterminée en cas de pression à la vente exercée sur ceux-ci;

18° « syndicat de placement » : groupement d'intermédiaires chargés du placement d'une offre publique et/ou de la prise ferme des instruments offerts;

19° « titres de capital » : les instruments visés à l'article 6, 1°, de la loi du 16 juin 2006;

20° « tranche d'une offre » : partie d'une offre publique réservée à une catégorie d'investisseurs agissant pour compte propre, tels que notamment les investisseurs particuliers, les membres du personnel de l'émetteur ou les investisseurs qualifiés dans la mesure où ils agissent pour compte propre et non en tant qu'intermédiaires.

Section II. — Champ d'application

Art. 2. Sauf disposition contraire, le présent arrêté s'applique aux offres publiques d'instruments financiers effectuées sur le territoire belge pour autant que ces offres publiques soient légalement soumises à l'obligation de publier un prospectus en application de la loi du 16 juin 2006 ou des arrêtés pris en exécution de cette loi, à l'exception toutefois des offres publiques d'échange.

Le présent arrêté s'applique à tous types d'instruments financiers, sauf lorsqu'il est précisé que seuls certains types d'instruments financiers sont concernés.

Section III. — Traitement équitable des investisseurs particuliers

Art. 3. § 1^{er}. La souscription à la tranche d'une offre publique réservée aux investisseurs qualifiés peut être clôturée avant la souscription à la tranche destinée aux investisseurs particuliers.

8° « greenshoe-optie » : de optie die door de aanbieder of de uitgevende instelling, naargelang het geval, wordt verleend aan de bij een openbare aanbidding betrokken beleggingsondernemingen of kredietinstellingen om overinschrijvingen op te vangen, waarbij die ondernemingen of instellingen gedurende een bepaalde periode na de openbare aanbidding een extra hoeveelheid financiële instrumenten mogen aankopen;

9° « financiële instrumenten » : de instrumenten als bedoeld in artikel 2, 1°, a) tot j), van de wet van 2 augustus 2002, alsook alle andere beleggingsinstrumenten in de zin van artikel 4 van de wet van 16 juni 2006;

10° « gekwalificeerde beleggers » : de personen als bedoeld in artikel 10 van de wet van 16 juni 2006;

11° « wet van 2 augustus 2002 » : de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten;

12° « wet van 16 juni 2006 » : de wet van 16 juni 2006 op de openbare aanbidding van beleggingsinstrumenten en de toelating van beleggingsinstrumenten tot de verhandeling op een gereglementeerde markt;

13° « gereglementeerde markt » : elke Belgische of buitenlandse gereglementeerde markt als bedoeld in artikel 2, 3°, 5° of 6°, van de wet van 2 augustus 2002;

14° « openbare aanbidding » : elke verrichting als bedoeld in artikel 3 van de wet van 16 juni 2006;

15° « aanbieder » : de natuurlijke of rechtspersonen als bedoeld in artikel 9, 1°, van de wet van 16 juni 2006;

16° « particuliere beleggers » : de natuurlijke of rechtspersonen die geen gekwalificeerde beleggers zijn in de zin van artikel 10 van de wet van 16 juni 2006;

17° « stabilisatie » : elke aankoop van financiële instrumenten, elke aanbidding tot aankoop van financiële instrumenten of elke soortgelijke verrichting in financiële instrumenten die openbaar te koop zijn aangeboden, met de bedoeling hun marktprijs gedurende een vooraf bepaalde periode te ondersteunen wanneer er sprake is van verkoopdruk op die financiële instrumenten;

18° « plaatsingssyndicaat » : de groep van tussenpersonen die belast is met de plaatsing van een openbare aanbidding en/of de vaste overname van de aangeboden instrumenten;

19° « effecten met een aandelenkarakter » : de instrumenten als bedoeld in artikel 6, 1°, van de wet van 16 juni 2006;

20° « schijf van een aanbidding » : het deel van een openbare aanbidding dat voorbehouden is aan een categorie van beleggers die handelen voor eigen rekening, zoals inzonderheid de particuliere beleggers, de personeelsleden van de uitgevende instelling of de gekwalificeerde beleggers, in zoverre zij handelen voor eigen rekening en niet optreden als tussenpersonen.

Afdeling II. — Toepassingsgebied

Art. 2. Tenzij anders bepaald, is dit besluit van toepassing op de openbare aanbiddingen van financiële instrumenten op het Belgische grondgebied, voor zover voor die openbare aanbiddingen de wettelijke prospectusplicht geldt met toepassing van de wet van 16 juni 2006 of de ter uitvoering van die wet genomen koninklijke besluiten, met uitzondering evenwel van de openbare aanbiddingen tot omruiling.

Dit besluit is van toepassing op alle types financiële instrumenten, behalve wanneer wordt verduidelijkt dat enkel bepaalde types financiële instrumenten worden gevisieerd.

Afdeling III. — Billijke behandeling van de particuliere beleggers

Art. 3. § 1. De inschrijving op de schijf van een openbare aanbidding die voorbehouden is aan de gekwalificeerde beleggers, mag worden afgesloten vóór de inschrijving op de schijf die bestemd is voor de particuliere beleggers.

§ 2. La souscription à la tranche d'une offre publique destinée aux investisseurs particuliers ne peut pas être clôturée avant la souscription à la tranche destinée aux investisseurs qualifiés, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

— l'émetteur ou l'offreur, selon le cas, s'est réservé la possibilité de clôturer la souscription à la tranche destinée aux investisseurs particuliers avant celle destinée aux investisseurs qualifiés dans le prospectus;

— les circonstances pouvant donner lieu à une clôture anticipée de la souscription de la tranche destinée aux investisseurs particuliers ont été indiquées dans le prospectus;

— des mesures ont été prises par l'émetteur ou l'offreur, selon le cas, et par les intermédiaires désignés par eux, afin de veiller à la confidentialité du livre d'ordres jusqu'à la clôture des souscriptions de toutes les tranches de l'offre publique.

Art. 4. Sauf dérogation dûment motivée accordée par la CBFA, toute offre publique, non limitée à un groupe spécifique d'investisseurs doit comporter une tranche minimale de 10 % des instruments financiers offerts réservée aux investisseurs particuliers.

Art. 5. § 1^{er}. La stabilisation de titres de capital ne peut pas être effectuée à un prix supérieur à celui de l'offre publique.

La stabilisation de titres de créance convertibles en titres de capital ou échangeables contre des titres de capital ne peut être effectuée à un prix supérieur au prix de marché de ces titres de créance au moment où les conditions définitives de l'offre publique ont été rendues publiques.

§ 2. Dans les 5 jours ouvrables qui suivent la période de stabilisation, l'émetteur, l'offreur ou l'intermédiaire, selon le cas, communiquent au public les informations suivantes :

- le fait qu'une stabilisation a été effectuée;
- la période au cours de laquelle les opérations de stabilisation ont été effectuées;
- la fourchette de prix à l'intérieur de laquelle la stabilisation a eu lieu et ce, pour chaque date à laquelle des opérations de stabilisation ont été effectuées;
- la taille finale de l'offre publique, en ce compris le résultat de la stabilisation et de l'utilisation éventuelle de l'option de couverture des surallocations.

La communication est faite de la même manière que celle choisie pour la publication prévue à l'article 6 du présent arrêté.

Art. 6. En cas d'offre publique de titres de capital, l'émetteur ou l'offreur, selon le cas, communiquent au public dans les cinq jours ouvrables qui suivent la clôture de l'offre publique :

- le nombre total d'instruments financiers alloués;
- le résultat de l'allocation;
- l'allocation au sein des différentes tranches, telle que la tranche réservée aux investisseurs qualifiés, la tranche destinée aux investisseurs particuliers et la tranche réservée éventuellement aux membres du personnel de l'émetteur;
- le résultat de l'utilisation de la facilité de sur-allocation;
- le résultat de l'utilisation du droit de reprise;
- le pourcentage de l'offre publique ayant bénéficié d'un traitement préférentiel;
- le prix final de l'offre publique.

La communication est réalisée soit par insertion dans un ou plusieurs journaux à diffusion nationale ou à large diffusion en Belgique, soit sous forme électronique sur le site web de l'émetteur, l'offreur ou l'intermédiaire, selon le cas.

§ 2. De inschrijving op de schijf van een openbare aanbidding die bestemd is voor de particuliere beleggers, mag niet worden afgesloten vóór de inschrijving op de schijf die voorbehouden is aan de gekwalificeerde beleggers, tenzij aan de volgende voorwaarden is voldaan :

— de uitgevende instelling of de aanbieder, naargelang het geval, heeft zich in het prospectus de mogelijkheid voorbehouden om de inschrijving op de voor de particuliere beleggers bestemde schijf af te sluiten vóór de inschrijving op de aan de gekwalificeerde beleggers voorbehouden schijf;

— de omstandigheden die aanleiding kunnen geven tot een vroegde afsluiting van de inschrijving op de voor de particuliere beleggers bestemde schijf, zijn in het prospectus vermeld;

— de uitgevende instelling of de aanbieder, naargelang het geval, en de door hen aangestelde tussenpersonen hebben maatregelen genomen om het vertrouwelijke karakter van het orderboek te garanderen tot de inschrijvingen op alle schijven van de openbare aanbidding zijn afgesloten.

Art. 4. Behoudens een door de CBFA verleende behoorlijk gemotiveerde afwijking, moet elke openbare aanbidding die niet beperkt is tot een specifieke groep beleggers, minimaal een schijf van 10 % van de aangeboden financiële instrumenten voorbehouden aan de particuliere beleggers.

Art. 5. § 1. De stabilisatie van effecten met een aandelenkarakter mag niet gebeuren tegen een prijs die hoger ligt dan de prijs van de openbare aanbidding.

De stabilisatie van schuldinstrumenten die converteerbaar of omwisselbaar zijn in effecten met een aandelenkarakter, mag niet gebeuren tegen een prijs die hoger ligt dan de marktprijs van die schuldinstrumenten op het ogenblik waarop de definitieve voorwaarden van de openbare aanbidding openbaar worden gemaakt.

§ 2. Binnen vijf werkdagen na de stabilisatieperiode stelt de uitgevende instelling, de aanbieder of de tussenpersoon, naargelang het geval, het publiek in kennis van de volgende gegevens :

- het feit dat een stabilisatie heeft plaatsgevonden;
- de periode waarbinnen de stabilisatietransacties zijn uitgevoerd;
- de prijsvork waarbinnen de stabilisatie heeft plaatsgevonden, en dit voor elke datum waarop stabilisatietransacties zijn uitgevoerd;
- de uiteindelijke omvang van de openbare aanbidding, inclusief het resultaat van de stabilisatie en het eventuele gebruik van de greenshoe-optie.

Deze openbaarmaking gebeurt op dezelfde wijze als de wijze waarop de gegevens waarvan sprake in artikel 6 van dit besluit openbaar worden gemaakt.

Art. 6. Bij een openbare aanbidding van effecten met een aandelenkarakter stelt de uitgevende instelling of de aanbieder, naargelang het geval, het publiek binnen vijf werkdagen na de afsluiting van de openbare aanbidding in kennis van de volgende gegevens :

- het totaal aantal toegewezen financiële instrumenten;
- het resultaat van de toewijzing;
- de toewijzing binnen de verschillende schijven, zoals de aan de gekwalificeerde beleggers voorbehouden schijf, de voor de particuliere beleggers bestemde schijf en de eventueel aan de personeelsleden van de uitgevende instelling voorbehouden schijf;
- het resultaat van de toepassing van de overinschrijvingsfaciliteit;
- het resultaat van de toepassing van de clawback;
- het percentage van de openbare aanbidding dat een voorkeursbehandeling heeft gekregen;
- de uiteindelijke prijs van de openbare aanbidding.

De openbaarmaking gebeurt hetzij door opneming in één of meer dagbladen die landelijk of in grote oplage worden verspreid in België, hetzij in elektronische vorm op de website van de uitgevende instelling, de aanbieder of de tussenpersoon, naargelang het geval.

Art. 7. § 1^{er}. Les membres du syndicat de placement ne peuvent acquérir pour compte propre, directement ou indirectement, des instruments financiers faisant l'objet de l'offre publique lorsque celle-ci est entièrement souscrite ou sursouscrite, à l'exception des instruments financiers détenus dans le cadre d'une prise ferme ou d'une garantie de bonne fin.

§ 2. Les membres du syndicat de placement ne peuvent allouer des instruments financiers à des tiers lorsque ces allocations sont liées à l'obtention d'avantages directs ou indirects.

Art. 8. Les conditions offertes dans le cadre de la tranche réservée aux investisseurs particuliers doivent être identiques à celles offertes dans le cadre de la tranche réservée aux investisseurs qualifiés, notamment en ce qui concerne le prix final de l'offre publique. Par dérogation à cette règle, et dans le respect du Code des sociétés, une ristourne limitée peut être accordée aux investisseurs particuliers.

Section IV. — Facilité de sur-allocation, option de couverture des sur-allocations et ajustement du nombre d'actions ou de certificats représentatifs d'actions offerts.

Art. 9. Sauf dérogation dûment motivée accordée par la CBFA, la facilité de sur-allocation et l'option de couverture des sur-allocations ne peuvent excéder 15 % du montant effectivement souscrit de l'offre publique

Une position résultant d'un recours à la facilité de sur-allocation par un membre du syndicat de placement, non couverte par l'option de couverture correspondante, ne peut dépasser 5 % du montant de l'offre publique.

Art. 10. Sans préjudice de l'existence d'une éventuelle option de sur-allocation et, sauf dérogation dûment motivée accordée par la CBFA, le nombre d'actions ou de certificats représentatifs d'actions offerts en supplément à l'offre publique ne peut excéder un montant représentant 15 % du montant de l'offre publique en cas d'opération à effet dilutif ou 25 % de ce montant en cas d'opération sans effet dilutif.

Section V. — Processus de formation des prix : interdiction d'octroyer des avantages pendant la période précédant une offre publique

Art. 11. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale qui, dans l'année qui précède la première admission d'instruments financiers sur un marché réglementé belge ou sur un système multilatéral de négociation belge, a acquis ces instruments financiers en dehors du cadre d'une offre publique, à un prix inférieur au prix de l'offre publique concomitante à leur admission, ne peut céder ces instruments financiers que dans un délai d'un an après cette admission.

§ 2. Les transactions suivantes ne sont pas visées par l'interdiction prévue au paragraphe premier :

— les acquisitions d'actions réalisées dans les trois mois qui précèdent leur première admission sur un marché réglementé belge ou sur un système multilatéral de négociation belge, à un prix inférieur de maximum 20 % du prix de l'offre publique concomitante à l'admission à condition que l'acquéreur s'engage à conserver, soit la totalité des actions acquises durant une période d'au moins 6 mois suivant leur admission, soit les deux tiers pendant une période d'au moins 9 mois suivant cette admission, soit un tiers durant une période d'au moins 12 mois suivant leur admission;

Art. 7. § 1. De leden van het plaatsingssyndicaat mogen, bij volledige inschrijving of bij overinschrijving op een openbare aanbidding, de financiële instrumenten waarop die openbare aanbidding betrekking heeft, noch rechtstreeks noch onrechtstreeks verwerven voor eigen rekening, met uitzondering van de financiële instrumenten die zij houden in het kader van een vaste overname of een waarborg van goede afloop.

§ 2. De leden van het plaatsingssyndicaat mogen geen financiële instrumenten toewijzen aan derden wanneer aan die toewijzingen rechtstreeks of onrechtstreeks voordelen verbonden zijn.

Art. 8. De voorwaarden die worden aangeboden in het kader van de voor de particuliere beleggers bestemde schijf, moeten identiek zijn aan de voorwaarden die worden geboden in het kader van de aan de gekwalificeerde beleggers voorbehouden schijf, voornamelijk wat de uiteindelijke prijs van de openbare aanbidding betreft. In afwijking van die regel en met naleving van het Wetboek van vennootschappen, mag een beperkte prijsreductie worden verleend aan de particuliere beleggers.

Afdeling IV. — Overinschrijvingsfaciliteit, greenshoe-optie en bijstelling van het aantal aangeboden aandelen of aandelencertificaten.

Art. 9. Behoudens een door de CBFA verleende behoorlijk gemotiveerde afwijking, mogen de overinschrijvingsfaciliteit en de greenshoe-optie niet meer bedragen dan 15 % van het bedrag van de openbare aanbidding waarop effectief is ingeschreven.

Een positie die voortvloeit uit de toepassing van de overinschrijvingsfaciliteit door een lid van het plaatsingssyndicaat, en die niet wordt gedekt door een bijbehorende greenshoe-optie, mag niet groter zijn dan 5 % van het bedrag van de openbare aanbidding.

Art. 10. Onverminderd een eventuele overinschrijvingsfaciliteit en behoudens een door de CBFA verleende behoorlijk gemotiveerde afwijking, mag het aantal aandelen of aandelencertificaten dat bovenop de openbare aanbidding wordt aangeboden, niet meer bedragen dan 15 % van het bedrag van de openbare aanbidding bij een verrichting met verwateringseffect, of 25 % van dat bedrag bij een verrichting zonder verwateringseffect.

Afdeling V. — Prijsvormingsproces : verbod om voordelen toe te kennen tijdens de periode voorafgaand aan een openbare aanbidding

Art. 11. § 1. Iedere natuurlijke of rechtspersoon die, in het jaar voorafgaand aan de eerste toelating van financiële instrumenten tot de verhandeling op een Belgische gereglementeerde markt of op een Belgische multilaterale handelsfaciliteit, die financiële instrumenten buiten het kader van een openbare aanbidding heeft verworven tegen een lagere prijs dan de prijs van de openbare aanbidding die gelijktijdig plaatsvindt met de toelating van de betrokken financiële instrumenten tot de verhandeling, mag die financiële instrumenten niet overdragen gedurende één jaar na die toelating.

§ 2. De in § 1 vermelde verbodsbepaling geldt niet voor de volgende verrichtingen :

— de aankopen van aandelen die plaatsvinden binnen drie maanden voorafgaand aan hun eerste toelating tot de verhandeling op een Belgische gereglementeerde markt of op een Belgische multilaterale handelsfaciliteit, tegen een prijs die maximum 20 % lager ligt dan de prijs van de openbare aanbidding die gelijktijdig plaatsvindt met de toelating van de aandelen tot de verhandeling op de betrokken markt of op de betrokken multilaterale handelsfaciliteit, op voorwaarde dat de koper zich ertoe verbindt om hetzij alle door hem gekochte aandelen te behouden gedurende een periode van minstens zes maanden na hun toelating tot voornoemde verhandeling, hetzij twee derden van die aandelen te behouden gedurende een periode van minstens negen maanden na die toelating, hetzij één derde van die aandelen te behouden gedurende een periode van minstens twaalf maanden na die toelating;

— les acquisitions d'actions réalisées dans les neuf mois précédant la période de trois mois visée à l'alinéa ci-dessus avant leur première admission sur un marché réglementé belge ou sur un système multilatéral de négociation belge, à un prix inférieur de maximum 30 % du prix de l'offre publique concomitante à l'admission, à condition que l'acquéreur s'engage à conserver, soit la totalité des actions acquises durant une période d'au moins 6 mois suivant leur admission, soit les deux tiers pendant une période d'au moins 9 mois suivant cette admission, soit un tiers durant une période d'au moins 12 mois suivant leur admission.

*Section VI. — Diffusion publique au cours
ou à l'issue de l'offre publique d'informations
quant à l'état de la demande*

Art. 12. § 1^{er}. Sans préjudice du titre VI de la loi du 16 juin 2006, si au cours de l'offre publique, des informations sont diffusées publiquement par l'émetteur, l'offreur ou la personne qui sollicite l'admission à la négociation ou par les intermédiaires et conseils désignés par eux quant à l'état de la demande, de telles informations ne peuvent être trompeuses ou inexactes, y compris par omission.

Si le niveau de souscription est indiqué, celui-ci ne peut inclure que les souscriptions faites au prix de l'offre publique, ou s'il échet dans la fourchette de prix ou à un prix supérieur.

§ 2. Sans préjudice du titre VIII de la loi du 16 juin 2006, l'émetteur ou l'offreur, selon le cas, communiquent à la CBFA dès qu'ils en ont connaissance le niveau final de la demande incluant la demande totale, la répartition de la demande entre la tranche réservée aux investisseurs qualifiés et la tranche destinée aux investisseurs particuliers, de même que le montant de l'offre publique souscrit directement ou indirectement par des sociétés liées à l'émetteur et à l'offreur, ainsi que le montant souscrit par les membres du syndicat de placement et les sociétés qui leur sont liées.

Section VII. — Dispositions finales

Art. 13. Le présent arrêté royal n'est pas applicable aux offres publiques pour lesquelles, à la date de son entrée en vigueur, un prospectus a été approuvé soit par la CBFA, soit par l'autorité compétente d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen, moyennant le respect des conditions énumérées à l'article 38 de la loi du 16 juin 2006.

Art. 14. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Notes

(1) Ceci vise également les opérations se déroulant en Belgique sous le régime du passeport européen, à l'exception toutefois des dispositions ayant une incidence sur le contenu du prospectus lequel est réglé par les dispositions de la loi du 16 juin 2006.

— de aankopen van aandelen die plaatsvinden binnen negen maanden vóór de in het vorige lid bedoelde periode van drie maanden voorafgaand aan hun eerste toelating tot de verhandeling op een Belgische gereguleerde markt of op een Belgische multilaterale handelsfaciliteit, tegen een prijs die maximum 30 % lager ligt dan de prijs van de openbare aanbidding die gelijktijdig plaatsvindt met de toelating van de aandelen tot de verhandeling op de betrokken markt of op de betrokken multilaterale handelsfaciliteit, op voorwaarde dat de koper zich ertoe verbindt om hetzij alle door hem gekochte aandelen te behouden gedurende een periode van minstens zes maanden na hun toelating tot voornoemde verhandeling, hetzij twee derden van die aandelen te behouden gedurende een periode van minstens negen maanden na die toelating, hetzij één derde van die aandelen te behouden gedurende een periode van minstens twaalf maanden na die toelating.

*Afdeling VI. — Openbare verspreiding van informatie
over de omvang van de vraag tijdens
of na afloop van de openbare aanbidding*

Art. 12. § 1. Onverminderd titel VI van de wet van 16 juni 2006 mag informatie over de omvang van de vraag die, tijdens de openbare aanbidding, openbaar wordt verspreid door de uitgevende instelling, de aanbieder of de aanvrager van de toelating tot de verhandeling of door de door hen aangestelde tussenpersonen en raadslieden, niet van dien aard zijn dat zij het publiek kan misleiden dan wel onjuist is, inclusief door het weglaten van gegevens.

Als de omvang van de inschrijving wordt vermeld, mogen daarbij enkel de inschrijvingen worden vermeld die gebeuren tegen een prijs die gelijk is aan de prijs van de openbare aanbidding, of tegen een prijs die binnen de prijsvork valt dan wel tegen een hogere prijs.

§ 2. Onverminderd titel VIII van de wet van 16 juni 2006 brengt de uitgevende instelling of de aanbieder, naargelang het geval, de CBFA, zodra hij daarvan kennis heeft, onmiddellijk op de hoogte van het uiteindelijke niveau van de vraag, inclusief de totale vraag, de uitsplitsing van de vraag tussen de aan de gekwalificeerde beleggers voorbehouden schijf en de voor de particuliere beleggers bestemde schijf, alsook het bedrag van de openbare aanbidding waarop rechtstreeks of onrechtstreeks is ingeschreven door de met de uitgevende instelling en de aanbieder verbonden vennootschappen, en het bedrag waarop is ingeschreven door de leden van het plaatsingssyndicaat en de met hen verbonden vennootschappen.

Afdeling VII. — Slotbepalingen

Art. 13. Het koninklijk besluit is niet van toepassing op de openbare aanbiddingen waarvoor, op de datum waarop het in werking treedt, al een prospectus is goedgekeurd door hetzij de CBFA, hetzij de bevoegde autoriteit van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte, mits naleving van de voorwaarden die worden opgesomd in artikel 38 van de wet van 16 juni 2006.

Art. 14. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS

Nota's

(1) Dit omvat ook de verrichtingen die in België worden uitgevoerd in het kader van het Europees paspoort, met uitzondering evenwel van de bepalingen die een impact hebben op de inhoud van het prospectus die wordt geregeld bij de bepalingen van de wet van 16 juni 2006.